



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU **28 NOV. 2023**
PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITATION D'UNE UNITÉ DE
VALORISATION DE TORONS ET RENFORÇANT LA PROTECTION DES EAUX
SOUTERRAINES DANS LE CENTRE DE GESTION DE DÉCHETS
EXPLOITÉ À CHABEUIL PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION

Le préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le Code de l'environnement et notamment ses titres 1 et 4 du livre V, les articles R. 122-2 à R. 122-3, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'article R 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 2791, 2714 et 2716 de cette nomenclature ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n°26-2023-08-21-00004 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU ;

VU l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées, en particulier son article 4 ter ;

VU l'arrêté ministériel du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 autorisant la société FARGIER à exploiter un établissement de tri-transit-broyage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de CHABEUIL au lieu-dit « Parlanges », quartier les Martingales ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2006/27 du 18 avril 2006 de l'établissement susvisé, délivré à monsieur le directeur de la SAS VAL'AURA, dont le siège social est situé Gerland Plaza, 19 rue Pierre-Gilles de Gennes – 69007 LYON ;

VU le récépissé de déclaration n°2008/65 du 25 novembre 2008 relatif à l'activité relevant de la rubrique 2711 (transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut), délivré à monsieur le directeur de la SAS VAL'AURA pour l'établissement susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-3049 du 1er juillet 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 sus-visé, relatif aux conditions d'exercice d'une activité de transit et broyage de bois dans l'établissement susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010362-0015 du 28 décembre 2010 imposant à la société VAL'AURA, pour son établissement susvisé, une étude des rejets de substances dangereuses dans les eaux (RSDE) du site de CHABEUIL ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011180-0012 du 29 juin 2011 abrogeant l'arrêté préfectoral n°2010362-0015 du 28 décembre 2010 susvisé, et imposant à l'établissement susvisé des prescriptions complémentaires portant sur une activité de démantèlement de packings usagés ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015014-0004 du 14 janvier 2015, portant sur la mise en œuvre de garanties financières à l'exploitant de l'établissement susvisé ;

VU la lettre du 5 septembre 2016 de déclaration de modification de dénomination sociale de la société VAL'AURA, qui devient : SUEZ RV Centre Est Valorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019016-0015 du 15 janvier 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 susvisé ;

VU le rapport établi en février 2016 par la société ARCHAMBAULT CONSEIL, portant sur la gestion des effluents liquides de l'établissement susvisé ;

VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté le 15 mai 2023 par la société SUEZ RV Centre Est Valorisation, portant sur un projet d'exploitation d'une unité de valorisation de torons dans l'établissement susvisé ;

VU la décision préfectorale prise le 23 mai 2023 sur la base des informations fournies dans le dossier de demande d'examen au cas par cas susvisé, précisant que le projet d'exploitation d'une unité de valorisation de torons n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

VU le dossier de porter à connaissance présenté le 7 juillet 2023 par la société SUEZ RV Centre Est Valorisation, portant sur un projet d'exploitation d'une unité de valorisation de torons dans l'établissement susvisé ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, du 17 octobre 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté le 19 octobre 2023 par courrier à la connaissance du demandeur ;

VU la lettre du 2 novembre 2023 adressée par le demandeur à monsieur le Préfet de la Drôme, faisant part de diverses observations ;

VU le rapport complémentaire et les propositions de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, du 28 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que les activités de broyage de déchets de bois non dangereux et de broyage-criblage de packings ne sont pas exercées simultanément, en application du chapitre 7 ajouté à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1998 susvisé par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet d'exploitation d'une unité de valorisation de torons n'est pas, selon le dossier de porter à connaissance susvisé, de nature à accroître significativement les nuisances les risques pour le voisinage de l'établissement susvisé ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par le projet d'exploitation d'une unité de valorisation de torons ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié impose : « Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe au présent arrêté par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin.

Pour les installations classées soumises à autorisation, l'étude d'impact doit démontrer l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration des eaux pluviales visées au premier alinéa du présent article. Elle doit déterminer la nature et l'origine des substances rejetées dans les eaux pluviales, l'impact de l'infiltration sur la qualité des eaux souterraines et les caractéristiques et les performances attendues du dispositif d'infiltration à mettre en place. Un arrêté préfectoral fixe les prescriptions particulières relatives aux conditions de rejet. Il peut notamment fixer des valeurs limites d'émission pour les substances relevant de l'annexe au présent arrêté et les modalités de surveillance des eaux rejetées.» ;

CONSIDÉRANT que le stockage, la manipulation et le traitement de déchets sont effectués dans l'établissement susvisé, en extérieur ;

CONSIDÉRANT que cette situation est susceptible de présenter des risques de pollution des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le rapport de la société ARCHAMBAULT Conseil sus-visé ne répond pas aux exigences de l'article 4 ter sus-cité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Classement de l'établissement et organisation de ses stockages

L'article premier de l'arrêté préfectoral n° 5868 du 27 octobre 1998, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2019016-0015 du 15 janvier 2019, est ainsi modifié :

« 1°) Tableau des rubriques de classement des installations de l'établissement

La société SUEZ RV Centre Est Valorisation, dont le siège social est situé Universaône – 18 rue Félix Mangini – 69009 LYON, est autorisée à exploiter, dans son établissement implanté 120 chemin des Martingales, Parlanges à CHABEUIL (26 120), les installations classées suivantes :

Rubriques	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Quantité, surface ou flux maximum autorisé
<u>2714.1</u>	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.	Plastiques-cartons (vrac) : <u>3 360 m³</u> Plastiques-cartons (balles) : <u>1 620 m³</u> Plastiques-cartons (presse) : <u>220 m³</u> Déchets de bois non dangereux : <u>3 724 m³</u> .

		Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	
<u>2716.1</u>	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.</p>	Déchets d'activité économique (Bâtiment principal) : <u>3 010 m³</u>
<u>2791.1</u>	A	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	<p>La capacité maximale de broyage de déchets de bois non dangereux s'élève à <u>46 t/jour.</u></p> <p>Le stock maximal de packings à broyer s'élève à <u>680 m³.</u></p> <p>La capacité maximale de broyage de packings s'élève à <u>25 t/jour.</u></p> <p>Le stock maximal amont de torons à broyer s'élève à <u>355 m³.</u></p> <p>Le stock maximal aval de métaux et résidus résultant du broyage des torons s'élève à <u>378 m³.</u></p> <p>La capacité maximale de broyage de torons s'élève à <u>38 t/jour.</u></p> <p>La capacité maximale globale de broyage s'élève à <u>84 t/jour (*)</u></p>
<u>2711.2</u>	DC	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant compris entre 100 et 1 000 m³.</p>	<u>990 m³</u>
<u>2713.2</u>	D	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 ; la surface étant comprise entre 100 m² et 1 000 m².</p>	<u>350 m²</u>

A (Autorisation) // E (Enregistrement) // D (Déclaration) // DC (Déclaration avec contrôle période)

(*) : Les activités de broyage de déchets de bois non dangereux et de broyage de packings ne sont jamais exercées simultanément : L'exploitant assure la traçabilité du respect permanent de cette contrainte.

La partie valorisation énergétique des déchets de bois broyés s'élève au maximum à 37 t/jour : L'exploitant assure la traçabilité du respect permanent de cette contrainte. Le dépassement de cette limite est une modification notable au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

2°) Organisation et caractéristiques géométriques des stockages de déchets dans l'établissement

Type de stockage	Dimensions (LxIxh) en m	Volume maximal en m ³	Localisation
Déchets de bois non dangereux	4 îlots de 19x14x3,5	3724	Extérieur au Nord-Ouest du site
Plastiques-cartons (balles)	9 îlots de 20x3x3	1620	Extérieur au Sud du bâtiment principal
Plastiques-cartons en sortie de presse	1 îlot de 21x3,5x3	220	Nord dans le bâtiment principal
Plastiques-cartons (vrac)	1 îlot de 24x40x3,5	3360	Sud dans le bâtiment principal
Déchets d'activité économique	1 îlot de 20x22x3,5	1540	Sud-Ouest dans le bâtiment principal
Packings	1 îlot de 20x17x2	680	Bâtiment secondaire 1
Déchets d'activité économique	1 îlot de 12x35x3,5	1470	Nord-Ouest dans le bâtiment principal
Torons	1 îlot de 14x7,5x3,6	355	Nord-Est dans le bâtiment principal
	1 îlot de 17x5,8x3,6	378	
DEEE	1 îlot de 30x11x3	990	Bâtiment secondaire 2

Article 2 : Évolutions successives du dossier de demande d'autorisation initial

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2019016-0015 du 15 janvier 2019, est ainsi modifié :

« Les installations et leurs annexes autorisées par le présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation initial du 20 février 1998, modifié et complété le 31 août 1998, le 17 février 2009, les 17 mars, 30 mars et 19 avril 2011, le 20 juillet 2018 et en novembre 2018, et le 7 juillet 2023.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les prescriptions qui lui sont annexées, ainsi que les autres réglementations en vigueur.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. »

Article 3 : Garanties financières

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015 susvisé est ainsi modifié :

« Le montant des garanties financières applicables aux installations listées à l'article 2 est fixé à 293 969,58 euros TTC avec indice TP01 de 127,3 (valeur de novembre 2022) et taux de TVA de 0,2 ».

Article 4 : Émissions sonores

Le paragraphe 2.10 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998, créé par l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 susvisé, est ainsi modifié :

« 2.10 – L'exploitant fait réaliser à ses frais une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement, par un organisme agréé, dans un délai de six mois suivant la mise en exploitation de l'unité de traitement de torons. Les mesures se feront en limite de propriété et de zones à émergence réglementée, avec fonctionnement des principales sources d'émissions sonores liées aux activités de l'établissement, mais en excluant le fonctionnement simultané des unités de broyage de bois et de broyage-criblage de packings qui est interdit au chapitre 7 ajouté à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1998 susvisé par l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 susvisé.

Les résultats de la campagne de mesures sont présentés au Préfet de la Drôme dans un délai maximal d'un mois suivant la campagne de mesures. »

Article 5 : Prescriptions générales applicables

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 5868 du 27 octobre 1998, modifié par l'arrêté préfectoral n°2019016-0015 du 15 janvier 2019, est ainsi modifié :

« Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent aux installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation ou enregistrement, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté. »

Sont rendus applicables aux dépôts de déchets du site associés à un traitement relevant de la rubrique 2791, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté. »

Article 6 : Eau pour la lutte contre un incendie

Le point 6.4.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 5868 du 27 octobre 1998 est ainsi complété :

« Les moyens de lutte contre l'incendie s'élèvent à au moins 270 m³/h pendant au moins 2 heures.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments montrant le respect de cette disposition ».

Les points 4.8.2.2 à 4.8.2.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 5868 du 27 octobre 1998 sont ainsi modifiés :

« 4.8.2.2 – Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé par des dispositifs étanches de l'établissement devant être disponibles en permanence. Les eaux utilisées lors d'un incendie s'y déversent par des canalisations ou surfaces étanches; le cas échéant après manœuvre de vannes repérées et régulièrement entretenues.

Ces dispositifs étanches, notamment le bassin extérieur existant d'une capacité de 400 m³, peuvent, le cas échéant, être aménagés de sorte que le service départemental d'incendie et de secours puisse réutiliser l'eau pour la défense incendie.

4.8.2.3 – Le local du bâtiment principal de l'établissement dans lequel se trouvent l'activité de traitement de torons et ses stocks associés permet le confinement d'un volume d'eau minimal de 640 m³. L'espace restant du bâtiment principal de l'établissement permet le confinement d'un volume d'eau minimal de 400 m³.

Les eaux utilisées pour la lutte contre un incendie survenant au niveau des autres stockages de l'établissement sont collectées et dirigées dans un ou plusieurs ouvrages de confinement, dont le bassin de confinement extérieur existant d'une capacité de 400 m³.

4.8.2.4 – Un contrôle de l'ensemble des éléments constituant les dispositifs de confinement de l'établissement est effectué au moins annuellement, la traçabilité de ce contrôle est assurée.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

Article 7 : Unité de valorisation de torons et stocks associés

Le chapitre suivant est ajouté à l'annexe à l'arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 :

« ACTIVITÉ DE VALORISATION DES TORONS

L'activité de traitement de torons et ses stocks associés sont en totalité à l'intérieur du bâtiment principal de l'établissement, dans un local spécifiquement dédié dont le plafond est traité sur le plan acoustique, et le sol fait office de rétention.

Détection d'incendie

Le local spécifiquement dédié à l'activité de traitement de torons et ses stocks associés est équipé d'un dispositif de détection d'incendie. Il est relié à une chaîne d'alerte. L'ensemble doit faire l'objet de contrôles et de tests à une fréquence justifiée.

Les équipements de détection d'incendie, d'alerte et d'intervention en cas d'incendie, sont au moins annuellement maintenus et contrôlés.

Les rapports de contrôle et les éléments de traçabilité des tests sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 8 : Protection des eaux souterraines

Le paragraphe 4.2.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 5868 du 27 octobre 1998, modifié par l'arrêté préfectoral n°2011180-0012 du 29 juin 2011, est ainsi modifié :

« Au plus tard le 13 avril 2024, les eaux pluviales de ruissellement de l'établissement susceptibles de présenter un risque d'entraînement de substances visées en annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet

1990 modifié susvisé, et de toute autre substance mentionnée dans l'arrêté ministériel du 17 juillet 2009 susvisé, doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot de ces eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines, qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin.

L'étude d'impact relative aux installations exploitées dans l'établissement doit être complétée pour démontrer l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration des eaux pluviales sus-mentionnées. Elle doit déterminer la nature et l'origine des substances rejetées dans ces eaux pluviales, l'impact de l'infiltration sur la qualité des eaux souterraines et les caractéristiques et performances attendues du dispositif d'infiltration à mettre en place. Cette étude propose et justifie des conditions de rejet à respecter, des valeurs limites d'émission pour les substances rejetées et des modalités de surveillance des eaux rejetées.

Au plus tard le 13 avril 2024, l'exploitant transmet le complément d'étude d'impact sus-mentionné à monsieur le Préfet de la Drôme et à l'inspection des installations classées. »

Article 9 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 10 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHABEUIL pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune de CHABEUIL fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le maire de CHABEUIL, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **28 NOV. 2023**

Le Préfet,



Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

